



HAL
open science

Master Économie et gestion publiques

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Économie et gestion publiques. 2016, Université de Rennes
1. hceres-02041608

HAL Id: hceres-02041608

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02041608v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations

Rapport d'évaluation

Master Economie et gestion publiques

- Université de Rennes 1

Campagne d'évaluation 2015-2016

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2015-2016

Présentation de la formation

Champ(s) de formation : Economie - gestion - management - entrepreneuriat (EGME)

Établissement déposant : Université de Rennes 1

Établissement(s) cohabilité(s) : /

Le master *Economie et gestion publiques* de l'Université de Rennes 1 compte sept spécialités de master 2 (deuxième année de master) : *Conseil en évaluation et analyse financière publique territoriale* (CEVALAF), *Chargé de développement local* (CDL), *Economie publique et finance publique* (EPFP), *Analyse de projets et développement durable* (APDD), *Métiers de la formation en économie et gestion* (MFEG), *Administration et services publics franco-tchèques* (ASPFT) et *Compétences complémentaires en informatique* (CCI). Les spécialités EPFP et CEVALAF ont une finalité mixte recherche et professionnelle tandis que les autres ont une finalité uniquement professionnelle. La formation offre une spécialisation progressive sur les deux années avec trois parcours distincts en première année de master (M1) : *Economie et évaluation publique*, *Administration et gestion publiques* et *Administration publique franco-tchèque*. Quatre spécialités de master 2 (M2) sont centrées sur les métiers de l'économie et de la gestion publiques et s'inscrivent dans le prolongement direct de la première année (CDL, EPFP, CEVALAF et ASPFT) tandis que deux spécialités portent sur les métiers liés au secteur public (APDD et MFEG). Deux spécialités offrent des enseignements à l'étranger : ASPFT à l'Université de Masaryk à Brno en République Tchèque, APDD l'Université de Yaoundé 2 au Cameroun.

Synthèse de l'évaluation

Le master *Economie et gestion publiques* ressort comme une formation ambitieuse, qui atteint une partie de ses objectifs mais qui souffre d'un périmètre de spécialités un peu trop vaste et parfois redondant. Ainsi, deux spécialités apparaissent assez proches dans leur finalité professionnelle : CDL et CEVALAF, mais un projet de fusion de ces deux spécialités est à l'étude. Le cursus apparaît comme globalement adapté aux objectifs. La spécialité ASPFT est originale de par son lien étroit avec la République Tchèque et semble bien fonctionner. La spécialité APDD semble aussi avoir trouvé un bon rythme de croisière notamment avec un partenariat dynamique avec l'Université de Yaoundé.

Le taux d'insertion professionnelle est correct, 81 % des répondants à l'enquête effectuée à deux ans après diplomation de la promotion 2011-2012 ont obtenu un emploi. Son organisation (de l'enquête ? ou de la formation ?) apparaît en revanche complexe et en brouille la lisibilité. Le pilotage est clairement réalisé au niveau des spécialités plutôt qu'au niveau de la mention dans son ensemble.

Le nombre des étudiants dans les M2 à vocation recherche est en diminution. Surtout on recense un seul doctorant en cinq ans. La spécialité MFEG a peu de lisibilité dans une mention *Economie et gestion publiques*, elle n'accueille pas d'étudiants du M1. Elle paraît par ailleurs avoir peu de liens avec la recherche en sciences de l'éducation.

L'équipe pédagogique se partage entre des académiques en économie et des intervenants professionnels appartenant aux secteurs ciblés par la mention. De nombreux partenariats ont été noués avec des universités étrangères (Suisse, Finlande, Italie, République Tchèque, Chine, Indonésie).

Points forts :

- L'équipe d'enseignants en économie rattachés à la mention est très active dans son domaine de recherche. Elle est renforcée par des intervenants professionnels.
- Les partenariats avec les universités étrangères sont nombreux et actifs notamment avec la République Tchèque et le Cameroun.
- La spécialité APDD a une forte attractivité bien qu'elle se situe à la frontière d'une mention *Economie et gestion publiques*.
- Il existe pour certaines spécialités (CEAFPT et CDD) des partenariats professionnels intéressants.

Points faibles :

- Le taux de réussite en M2 est anormalement faible (65 % en moyenne pour la mention).
- L'articulation entre le M1 et les spécialités de M2 pose problème : les effectifs de M1 sont en chute (de 80 étudiants à 55 sur la période ?) tandis que les effectifs de M2 se maintiennent autour de 240 étudiants mais avec, on l'a déjà vu, un fort taux d'échec.
- Il y a très peu de réels projets professionnalisants au sein de spécialités qui s'y prêtent pourtant très bien.
- L'évaluation des enseignements par les étudiants et leur participation à la gouvernance de la mention ne semble pas systématique.
- Il n'existe pas de conseil de perfectionnement pour piloter les spécialités (plus haut il est dit que le pilotage est clairement réalisé au niveau des spécialités mais peut-être il s'agit de l'enquête portant sur l'insertion professionnelle).

Recommandations :

Il conviendrait sans doute d'améliorer l'attractivité d'un parcours recherche en systématisant l'initiation à la recherche en M1 et la participation des étudiants aux activités du laboratoire en M2. Il serait également nécessaire de mettre en place de réels conseils de perfectionnement et mener une réflexion approfondie sur l'articulation entre M1 et M2 (en matière de régulation des flux) et sur les taux de réussite. Enfin, pour davantage de cohérence globale, il faut réfléchir au périmètre de la mention.

Analyse

<p>Adéquation du cursus aux objectifs</p>	<p>La formation n'est pas pensée comme une mention homogène : le volume d'étudiants du M1 (55) est en décalage avec celui du M2 (240). La spécialité MFEG ne semble pas avoir sa place au sein de cette mention (elle ne recrute d'ailleurs aucun étudiant du M1).</p> <p>Les enseignements correspondent bien à une mention en économie publique en s'appuyant aussi sur des cours de Droit et de Sciences Politiques mais beaucoup moins à un aspect « gestion ». Par ailleurs, la mention ne débouche sur presque aucun doctorant (un en cinq ans).</p>
<p>Environnement de la formation</p>	<p>La mention occupe une place bien identifiée au sein de son environnement académique et socio-professionnel. Elle a développé un ancrage local qui se traduit par de nombreux partenariats avec les entreprises et les organisations territoriales. Elle se distingue des autres masters délivrés par l'Université de Rennes 1 ou de la Comue (Communauté d'universités et établissements) Université Bretagne Loire (UBL) par l'accent mis sur l'analyse économique du secteur public et sur les problématiques liées aux finances publiques locales (la plupart des enseignants-chercheurs du master EGP réalisent leurs travaux de recherche dans ce domaine). Une spécialité est pilotée avec l'Institut de préparation à l'administration générale de Rennes (IPAG).</p> <p>Les deux spécialités qui ont un enracinement local fort sont CEVALAF avec un parrainage par Rennes Métropole depuis quatre ans et CDL avec un partenariat étroit avec IDEA35, agence qui fédère les acteurs du développement local dans la région.</p>
<p>Equipe pédagogique</p>	<p>Il n'y a aucun enseignant académique des sciences de gestion ni en M1 ni en M2 dans toute la mention qui s'intitule pourtant <i>Economie et gestion publiques</i>. C'est une faiblesse importante de la formation. Pour la spécialité CEVALAF, le tableau des professionnels n'est pas complété. La proportion de cours assurée par des professionnels atteint 28 % en M1 et 56 % en M2, toutes spécialités confondues. Les équipes pédagogiques sont diversifiées, elles comprennent des enseignants-chercheurs (Professeurs des universités et Maîtres de conférences), des Professeurs associés à temps partiel (PAST) et des professionnels dont l'activité est en adéquation avec la spécialité dans laquelle ils interviennent. Beaucoup d'intervenants extérieurs sont en poste dans des collectivités territoriales.</p>

<p>Effectifs et résultats</p>	<p>Les effectifs de M1 sont en forte baisse entre 2011-2012 et 2014-2015, ils sont passés de 80 étudiants à 55. Cette baisse d'attractivité ne semble pas faire l'objet d'une réflexion de la part des responsables de la mention.</p> <p>Cette chute est à mettre en parallèle avec l'effectif de 240 étudiants des spécialités de M2 (qui est en hausse). Aucun étudiant de la spécialité MFEG ne provient du M1.</p> <p>Cette défection du M1 et le maintien des effectifs en M2 pose problème quand on analyse la faiblesse des taux de réussite de la mention : 68 % en 2010-2011, 64 % en 2011-2012, 67 % en 2012-2013 et enfin 65 % en 2013-2014.</p> <p>Par ailleurs certaines spécialités ont des effectifs très réduits et en chute : 10 étudiants pour CEAFL ou 11 étudiants pour EPFP.</p>
-------------------------------	--

<p>Place de la recherche</p>	<p>Les relations avec la recherche se font principalement par le canal de l'intervention des enseignants-chercheurs dans la formation des étudiants et par l'encadrement de travaux étudiants (mémoire). Les étudiants peuvent effectuer leur stage de M1 en milieu universitaire. Certaines spécialités de M2 offrent la possibilité de faire un stage en laboratoire. Il y a une bonne adéquation entre les recherches menées par les enseignants-chercheurs et la finalité recherche de la mention.</p> <p>Il n'y a pas de module d'initiation à la recherche en M1, ni de participation obligatoire à des séminaires de recherche en M2.</p>
<p>Place de la professionnalisation</p>	<p>La place accordée à la professionnalisation est relativement forte, bien que différente selon la finalité (recherche et professionnalisation ou professionnalisation) des spécialités. Un nombre important d'intervenants extérieurs intervient dans le master. Le pôle « Entreprise et Collectivité » a été créé afin de renforcer les contacts avec le milieu professionnel et d'aider les étudiants à réussir leur insertion professionnelle. Le nombre d'heures consacrées à l'aide à l'insertion professionnelle est toutefois faible. La spécialité CEVALAF sort du lot avec des visites d'administration et d'organisation de colloque professionnels.</p>
<p>Place des projets et stages</p>	<p>Les stages correspondent à ce qu'il est classiquement attendu au sein d'une mention de master à orientation professionnelle ; d'une durée de six semaines pour le M1 puis des stages plus longs, de trois à six mois, pour les M2.</p> <p>Par contre, toutes les spécialités confondent le travail de groupe des étudiants pour l'évaluation en contrôle continu (note critique, dossier, etc.) avec le projet tuteuré dont l'essence est l'articulation au réel. Vu les spécialités de la mention (gestion de projet, conseil), il est très regrettable que les responsables des spécialités ne mettent pas en place de véritables projets tuteurés (ce qui permettrait en outre de formaliser les liens avec l'environnement professionnel).</p>
<p>Place de l'international</p>	<p>La formation est tournée vers l'international, avec des partenariats nombreux et actifs avec des universités étrangères et des professeurs invités participent aux enseignements. La spécialité EPFP propose l'intégralité de ses enseignements en langue anglaise et plusieurs autres en proposent certains.</p> <p>De nombreux partenariats ont été noués avec des universités étrangères (Suisse, Finlande, Italie, République Tchèque, Chine, Indonésie). Néanmoins, la mobilité sortante est en baisse sur la dernière période.</p>
<p>Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite</p>	<p>Les modalités de recrutement sont classiques avec notamment des comités d'équivalence. Les dispositifs d'aide à la réussite sont peu développés alors même que les responsables reconnaissent que les étudiants n'ont pas toujours les prérequis nécessaires. Cette attitude se retrouve au niveau de la faiblesse des taux de réussite en M2.</p>
<p>Modalités d'enseignement et place du numérique</p>	<p>La mention accueille un nombre satisfaisant d'étudiants en formation continue, parfois jusqu'à 30 % des effectifs.</p> <p>L'usage du numérique est assez faible au sein de la mention, mise à part la spécialité MFEG qui a recours de manière intensive aux MOOC et à une plateforme de FOAD (Formation Ouverte A Distance).</p>

Evaluation des étudiants	L'évaluation des étudiants est menée de façon satisfaisante avec beaucoup de contrôle continu dans toutes les spécialités (100 % pour CEVALAF, EPFP, ASFPT et deux tiers pour APDD).
Suivi de l'acquisition des compétences	Il est dommage qu'il n'y ait rien de particulier de mis en place pour le suivi des compétences des étudiants. Les compétences décrites dans les fiches du Répertoire national des compétences professionnelles (RNCP) sont complètes pour chaque spécialité.
Suivi des diplômés	Le suivi des diplômés est assuré correctement avec des statistiques menées par la mention un an après l'obtention du diplôme. Elles viennent compléter les enquêtes traditionnelles à 30 mois de l'Observatoire de l'Etablissement. Certaines spécialités comme EPFP fournissent même la nature exacte des emplois occupés. Le taux d'insertion à deux ans après diplomation se situe autour des 80 %.
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	Il n'existe aucun conseil de perfectionnement, ni au niveau de la mention, ni au niveau des spécialités, ce qui est une faiblesse organisationnelle pour un vrai pilotage de la mention. Le dossier mentionne une réunion annuelle pour toute la mention mais ce qui ressort du dossier est un pilotage des spécialités de manière autonome et un pilotage trop traditionnel (peu de représentants du monde professionnel en dehors des vacataires). Tout ceci participe à l'idée qu'un effort important doit être mené pour améliorer le pilotage de la mention tant au niveau M1 qu'au niveau M2.

Observations de l'établissement

Champ de formation	Economie, gestion, management, entrepreneuriat
Intitulé du diplôme	Master mention Economie et gestion publiques

Observations sur le rapport d'évaluation de l'HCERES

En réponse aux remarques formulées par le comité d'experts, l'équipe de formation souhaite apporter les précisions suivantes :

Synthèse de l'évaluation

Observations :

1. Le taux d'échec, relevé par le rapport, est essentiellement déterminé par les M2 MFEG et APDD.
 - Le master MFEG est une formation à distance formant essentiellement des salariés qui, pour beaucoup, préparent le master en deux ans. De plus, dans le parcours de préparation au concours d'agrégation, beaucoup de candidats admis au concours ne rendent pas leur mémoire et ne valident donc pas le master. Ce n'est donc pas un échec « sec ». Finalement, pour ce profil de formation (à distance, public de salariés), le taux d'échec apparaît plutôt faible, grâce à la qualité de l'encadrement.
 - Le taux d'échec en M2 APDD est fortement influencé par le taux d'échec dans le parcours délocalisé à Yaoundé.

2. Finalités professionnelles des spécialités CDL et CEVALAF : (i) CEVALAF forme aux métiers appartenant à la famille "Pilotage, management et gestion des ressources" (autant pour les métiers "finances" que pour ceux "évaluation"); (ii) CDL forme aux métiers "Politiques publiques d'aménagement et de développement" (Guide des métiers territoriaux du CNFPT (<http://www.cnfpt.fr/evoluer/metiers-fonction-publique-territoriale/guide-metiers-territoriaux/national?gl=ZDYxYmM1NTk>)).

La complémentarité des deux formations est exploitée dans le projet de nouvelle offre qui prévoit un rapprochement de ces deux formations au sein d'un parcours « Ingénierie, Management et Evaluation des Politiques Publiques », qui préparera donc les étudiants à ces deux familles de métiers.

Analyse

Observations :

1. Projets tuteurés : Dans le master CDL, dans le cadre des « cas pratiques », quatre enseignants (dont trois professionnels) encadrent les étudiants dans un travail de réponse à la "commande" formulée par une ou plusieurs collectivités locales.
2. Equipe pédagogique (enseignant académique en sciences de gestion) : Outre le fait qu'un maître de conférences en sciences de gestion intervient dans le M2 APDD, beaucoup d'enseignements assurés

par des professionnels relèvent du champ de la gestion. On peut noter également que la gestion publique attire peu les enseignants-chercheurs de sciences de gestion.

3. Concernant le volume horaire consacré à l'insertion, des évolutions sont prévues pour le prochain contrat, avec notamment une UE dédiée dans le parcours MFEG « Ingénieur de la e-formation ».

David ALIS



Président de l'Université de Rennes 1